



**Contact :**

Monsieur Michel Gagnon, ing.  
Président

**Association  
professionnelle des  
ingénieurs du  
gouvernement du  
Québec (APIGQ)**

Téléphone (418) 683-3633

Télécopie (418) 683-6878

<http://www.apigq.qc.ca>

[lepont@apigq.qc.ca](mailto:lepont@apigq.qc.ca)

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Commission Johnson - Réaction des ingénieurs de l'État au refus des commissaires de se récuser.**

Laval, le 11 avril 2007. - L'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), à titre de représentante des ingénieurs de l'État qui sont au service de la population du Québec, se sent directement impliquée dans les travaux de la Commission d'enquête sur l'effondrement du viaduc de la Concorde. « C'est la sécurité des usagers de la route et l'argent des contribuables qui sont en cause ici. À titre de porte-parole de ces ingénieurs, il n'est pas question, pour nous, de faire de compromis sur ces sujets » d'affirmer Michel Gagnon, président de l'APIGQ.

« Nous voulons, plus que tout autre, que cette Commission qui coûtera très cher aux contribuables, fasse un travail de grande qualité, que ses conclusions apportent aux citoyens du Québec les éléments d'information et de sécurisation à tous ceux qui emprunteront les routes du Québec, et surtout, qu'elle puisse identifier et recommander au Gouvernement du Québec les mesures nécessaires pour éviter qu'un tel drame ne se reproduise », d'ajouter M. Gagnon.

« L'impartialité est la condition sine qua none pour atteindre ces résultats. Nous craignons que cette condition ne puisse être remplie si deux des commissaires choisis par le Gouvernement Charest gardent leur fonction au sein de cette Commission » de renchérir le président.

C'est en ce sens que, le 27 mars dernier, l'APIGQ demandait la récusation des commissaires Johnson et Couture. Cette démarche ne visait pas les individus, qui possèdent une feuille de route impressionnante, mais la fonction de commissaire.

En plus des motifs d'intérêt public favorisant une enquête indépendante et impartiale, un autre motif a incité l'Association à se méfier de cette Commission d'enquête.

« Trop souvent les ingénieurs du Gouvernement sont associés aux gâchis des autres » selon M. Gagnon. L'APIGQ veut rappeler qu'aucun ingénieur du Gouvernement n'était impliqué dans l'effondrement du viaduc du Souvenir, ni dans le dépassement de coût du métro de Laval et ni même dans le fiasco de la relance de la Gaspésia. La réputation des ingénieurs de l'État est salie par toutes les Monique Jérôme-Forget de ce monde. « Les routes sont en mauvais état, les ingénieurs du ministère des Transports ne connaissent pas ça l'asphalte » a d'ailleurs déjà affirmé M<sup>me</sup> Jérôme-Forget. Nous ne voulons être associés à aucune clique ni à aucun parti politique.

Par respect pour les familles des victimes, pour les témoins et l'argent des contribuables, nous n'en appellerons pas de la décision de la Commission. Ceci ne veut pas dire que nous avons confiance en cette Commission, bien au contraire. C'est une Commission sous haute surveillance.

*L'APIGQ est le syndicat qui représente tous les ingénieurs oeuvrant dans la fonction publique québécoise. Il compte 1150 membres dont la majorité oeuvre au MTQ, au MDDEP et à la CSST.*